



FAISONS L'EUROPE

NOUVELLES novembre 2011

« Les services publics et l'Europe »

**Jeudi 1er décembre 2011 à 20 heures, salle Barcelone
22, allées de Barcelone - Toulouse**

Accès : M° Ligne B station Compans Caffarelli

EDITO

par **Stephane BEYRAND***

La crise économique qui a percuté l'Europe et le monde en 2007 a eu un impact sur l'Union européenne et notamment dans la définition de son futur.

Le processus de constitution de la Communauté Européenne, puis de l'Union européenne a été profondément marqué par la volonté de solder (sans l'oublier) l'héritage de la seconde guerre mondiale, la pestilence nazie et la honte du rideau de fer. La crise économique et financière agit comme un révélateur des évolutions des mentalités et du changement de génération parmi les décideurs. Elle nous confronte à la fin d'un mode d'approche et nous incite à trouver un nouvel élan.

Cette situation peut apparaître comme assez déconcertante pour les pro européens historiques car elle expose crûment les carences de la construction européenne. Cependant, loin d'être le prélude d'une agonie, que proclament à l'envie les aboyeurs promoteurs de l'illusion morbide des égoïsmes nationaux, ce moment de débat presque forcé constitue un véritable espoir en dépit des turbulences. Il offre l'opportunité de dépasser les freins du passé et de poser sur la table les contours d'un projet politique européen ambitieux dont les avancées ne seront plus dépendantes des débats accompagnant les phases d'adhésion. Le défi est de proposer un projet européen politique, social et économique pour l'avenir qui manque cruellement à nos sociétés pour se construire collectivement. Aujourd'hui les citoyens européens veulent être fixés : L'Europe est elle une zone de libre échange accolée à une « Organisation des Nations Unies d'Europe », ou a-t-elle vocation à devenir une Union Européenne, autrement que dans le titre ?

Répondre à cette question est essentiel pour donner un avenir à l'Europe et poser les bases d'une organisation politique. L'Union européenne s'est dotée d'un hymne et d'un drapeau, il est temps qu'elle se construise politiquement par et pour ses peuples et ses territoires et leur donne l'assise pour définir une route européenne dans la mondialisation. Cependant la mue de l'Union Européenne va nécessiter une mobilisation sans précédent des décideurs et des citoyens car elle représente le pari le plus risqué depuis le rapprochement franco allemand des années cinquante, point de départ de la Communauté européenne. Comme alors, nous avons le choix entre le risque et l'illusion du statut quo, alors soyons prudents... choisissons le risque.

*Président de Faisons l'Europe

Parmi les intervenants prévus, **Françoise CASTEX, Députée européenne, a déjà confirmé sa participation**
d'autres contacts sont en cours...



Une présentation de la thématique et des questions abordées lors de cette soirée :

Dans une Europe secouée par la crise économique et financière, quelle est la situation des services publics ?

Quels sont les principes et les évolutions prévisibles du droit européen en la matière ? du Traité de Lisbonne ? Que sont les SIG, SIEG et autres dénominations de services publics ? Quel rôle peuvent jouer des Autorités nationales, régionales et locales dans leur définition ?

Quels sont les enjeux ? Les services d'intérêt général sont-ils au cœur du modèle européen de société ? La crise économique et financière et la montée des mouvements de citoyens peuvent-ils contribuer à redéfinir la doctrine européenne en la matière ou le choix de la privatisation se trouve-t-il renforcé par cette situation ?

Dans un contexte de rigueur budgétaire et de lutte contre les déficits publics à l'échelle européenne, la pérennité des services publics se retrouve de nouveau au centre des débats européens et une fois encore l'Union européenne prend le risque d'apparaître comme l'instrument de leur affaiblissement au profit du secteur marchand. Cette situation est assez paradoxale à un moment où les expériences européennes de privatisation démontrent de manière de plus en plus manifeste le risque de rupture du principe d'un accès universel aux services essentiels à la cohésion locale, nationale, voire européenne.

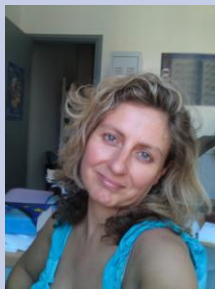
Dans un souci d'homogénéisation du droit communautaire, les institutions européennes ont préféré par le passé la notion de SIG (services d'intérêt général) à celle de « services publics », qui ne correspondait pas à la réalité de certains États membres, mais était censé, dans la limite des principes du marché unique (notamment celui de libre concurrence), protéger les services publics là où ils existaient. La notion de SIEG (Services d'Intérêt Économique Général) devait également donner une relative souplesse dans l'application des règles de la libre concurrence. Cependant, aujourd'hui, ces relatives « dérogations » au principe général, apparaissent aux citoyens bien fragiles et ces derniers craignent que les soubresauts de la crise économique et financière fassent tomber un « rempart » déjà bien mince et battu en brèche à de nombreux endroits en raison du siège pugnace dont il fait l'objet depuis sa création.

Face à ces inquiétudes, l'association Faisons l'Europe a souhaité organiser une conférence sur ce thème afin de faire le point sur la situation, présenter les perspectives bonnes ou mauvaises et éclairer les citoyens sur le rôle des parlementaires européens dans ce domaine. À cette fin les questions suivantes sont posées :

(1) [Le blog de la section PS de Vesoul](#)

Portrait

Sylvie REBOULET, Secrétaire générale de Faisons l'Europe



On peut aimer danser la salsa ou le rock et s'intéresser à des choses aussi sérieuses que les questions politiques et la construction de l'Europe. Sylvie Reboulet travaille comme Attachée à la Préfecture de région Midi-Pyrénées. Après différents postes en région parisienne, en

Ariège et en Tarn-et-Garonne, elle y exerce l'austère fonction de contrôleur de projets financés par des fonds européens.

Le reste de son temps, Sylvie Reboulet le partage avec ses amis autour d'un pot, d'une randonnée à la mer ou à la montagne, quand elle ne chante pas dans quelque chorale. Sinon, elle part retrouver sa famille dans le Gers où elle a grandi avant de venir faire ses études à l'Université des Sciences sociales de Toulouse. Ne rien faire ne sied pas à cette jeune femme blonde dont la vivacité et l'entrain ne sont pas sans évoquer l'Italie de son grand-père, venu de Vénétie dans les années 30.

Quoi de plus naturel pour elle, que d'adhérer à Faisons l'Europe, association qui combine convivialité et engagement européen ? Depuis juillet 2011, elle en est la Secrétaire générale, en tandem avec Amandine Pillot. Un peu de vent de Trévise va souffler sur l'association.

Les étapes de sa vie

11 juin 1966

Naissance à Auch (Gers)

1984

Arrive à Toulouse pour ses études

1990

Maîtrise d'Administration Économique et Sociale

1991-1992

Institut régional d'administration (IRA) de Bastia

1992

Entre dans la fonction publique comme Attachée de Préfecture

Depuis 2007

Attachée à la Préfecture de Région Midi-Pyrénées (contrôles des fonds européens)

2010

Adhère à « Faisons l'Europe »

Juillet 2011

Secrétaire générale de « Faisons l'Europe »

Ses passe-temps préférés

Danse en couple, randonnée en montagne, natation, ski de fond, chant gospel ...

Quelle est la situation des services publics en Europe ?

Quels sont les principes et les évolutions prévisibles du droit européen en la matière ?

Que recouvre la notion de SIG, SIEG et autres catégories dont les appellations hermétiques suscitent plus la méfiance que l'espoir des citoyens ? Quels sont les critères et les méthodes permettant de rattacher un domaine d'activité à ces catégories ? Quels sont les apports du Traité de Lisbonne en la matière ?

Quel rôle peuvent jouer des Autorités nationales, régionales et locales dans la définition du périmètre d'un SIEG ?

Quels sont les enjeux ? Les services d'intérêt général sont-ils au cœur du modèle européen de société ? La crise économique et financière et la montée des mouvements de citoyens peuvent-ils contribuer à redéfinir la doctrine européenne en la matière ou le choix de la privatisation se trouve-t-il renforcé par cette situation ?

La crise une chance pour l'UE ?

En Septembre 2008, la banque américaine Lehman Brothers fait faillite, entraînant dans son sillage une crise financière mondiale. Deux ans après, des Etats sont en banqueroute, l'Islande, l'Irlande, puis la Grèce et le Portugal. Trois ans après octobre 2011, c'est au tour de Dexia : la banque succombe aux produits toxiques et doit être démantelée.

Le système financier planétaire chancelle chaque jour au gré des notations de banques ou des notations de pays, au gré des spéculateurs friands de profits à court terme. Les banques sont victimes de produits financiers pourris, les pays se sont endettés : dette publique pour presque tous les pays de l'UE et dette privée pour certains d'entre eux (l'exemple de l'Espagne est significatif).

Le capitalisme mondial est parti à vau l'eau à partir du début des années 90 avec la consommation à tous crins comme crédo, au point de vouloir faire acheter des biens à crédit à des personnes qui n'avaient pas les moyens de les payer, en leur proposant des produits financiers toxiques indexés, donc sensibles aux fluctuations des marchés (les subprimes). Depuis cette période, les Etats (c'est-à-dire les contribuables) ont été obligés de soutenir de diverses manières les banques qui avaient pris ces risques inconsidérés (d'où la notion de « socialisation des dettes »). Remarquons que jusqu'à présent, en Europe, les Etats ont soutenu les banques et prêté sans contrepartie, hormis le Royaume Uni. Ces mêmes banques, soutenues dès 2008 et ré-engrangeant des profits dès l'année suivante, reprirent le même rythme spéculatif en distribuant des dividendes et des bonus au lieu de renforcer leurs fonds propres comme le recommandait le processus de Bâle sur la solvabilité. La conséquence est qu'en octobre 2011, il faut à nouveau les renflouer pour accroître leur fonds propres et rassurer les marchés.

Le capitalisme s'est émancipé du Fordisme redistributeur en accroissant de plus de dix points la part des revenus du capital au détriment du travail et donc en empêchant les travailleurs de bénéficier de la croissance. Parmi ces derniers, les plus pauvres ont eu recours au crédit. La crise est donc avant tout une crise sociale (qui renvoie au rapport capital/ travail) débouchant sur une crise financière sans précédent.

L'UE a essayé tant bien que mal de trouver des solutions à partir de son mode de fonctionnement propre, en créant le Fond Européen de Stabilité Financière FESF avec l'appui du FMI.

Jusqu'à présent, le rôle des marchés n'a pas été mis en cause, de même que sont maintenus des paradis fiscaux en Europe et conservé des relations normales avec les paradis fiscaux hors Europe. Aucune sanction n'est prise non plus concernant les organisations (banques, entreprises, individus) qui utilisent les paradis fiscaux alors que leur rôle majeur dans les comportements spéculatifs et voyous (évasion fiscale, trafic d'armes, rétro-commissions, blanchiment de la drogue,...) des acteurs de la finance a été clairement identifié.

La question posée aujourd'hui est de savoir comment réguler le système ? L'action concertée Franco-allemande est-elle suffisante, ne faut-il pas un vrai gouvernement économique de l'UE ?

Faut-il revoir les attributions de la BCE, lui permettre d'émettre des bons européens (les euro obligations) qui régleraient toute la « cuisine interne » nécessaire à chaque mauvais coup des spéculateurs ? Faut-il faire de même pour la défense de l'Euro ? Enfin, la BCE peut-elle rester sans contrôle politique de l'UE ?

L'UE s'est développée en libérant les mouvements de capitaux, en créant la monnaie unique et en préservant la stabilité de l'Euro à partir de deux critères de déficit budgétaire et de taux de la dette publique (Cf. le Traité de Maastricht). Les axes politiques prioritaires depuis vingt ans ont été la Cohésion et la PAC. Avec l'appui des eurosceptiques, l'UE s'est engagée dans la voie de l'élargissement sans se soucier réellement de l'approfondissement et de la convergence.

N'est-il pas temps d'axer la politique européenne sur la convergence fiscale et sociale de l'UE et de créer un vrai gouvernement européen ?

Hormis la finance, dans la situation actuelle, de plus en plus de citoyens s'élèvent contre le libre-échange entre l'UE et les autres grands espaces économiques, notamment les pays en développement à faibles coûts de production où les contraintes sociales et environnementales sont très dégradées. Ces pays eux-mêmes adoptent des comportements protectionnistes.

Portrait
Stephane Beyrand,
Président de Faisons l'Europe

Une parole sans détour, des mots d'esprit qui fusent vite et le rire jamais très loin, voilà Stéphane Beyrand. Un bon vivant qui sait pourtant être grave, sans tomber dans le pessimisme, quand il évoque l'Europe et son engagement citoyen (voir interview ci-contre). Issue d'une famille dont les racines vont de la Haute-Vienne à l'Albigeois, Stéphane Beyrand est né en 1970 à Toulon. Après plusieurs déménagements au gré des affectations de son père, retraité de la marine nationale, il arrive à Toulouse en 1989 pour suivre des études à l'Université de Toulouse le Mirail. Elles déboucheront sur un doctorat en histoire de l'économie européenne, quelques publications qui font référence et sur une activité de chercheur associé au sein de l'équipe FRAMESPA. Il est aujourd'hui Chargé de Mission au Conseil régional Midi-Pyrénées. Sans doute son ouverture à l'Europe trouve-t-elle son origine dans sa curiosité de chercheur et dans ses propres voyages au cœur de ce continent.

Les étapes de sa vie

1970

Naissance à Toulon (Var)

2005-2011

Chercheur associé au laboratoire FRAMESPA de l'Université de Toulouse 2

2005

Doctorat en histoire de l'économie européenne

2008

Adhère à « Faisons l'Europe »

2009

Intègre le Conseil régional Midi-Pyrénées comme Chargé de Mission réseaux européens

Juillet 2011

Prend la présidence de « Faisons l'Europe »

Publications

2005

« L'intégration des PME et de l'artisanat dans le marché unique entre 1972 et 2000 » (thèse de doctorat)

2009

« L'avenir du secteur de l'ingénierie du développement territorial » (rapport DATAR-CDC)

L'idée d'une taxation des importations venant de pays hors UE en fonction d'un étiquetage social et environnemental est-elle envisageable ?

Enfin, contrairement à ce que l'on peut souhaiter d'une Union qui devrait définir un modèle social et économique plus clair, les solidarités sont encore faibles en son sein. L'Europe est obligée d'avancer mais doit aussi proposer un avenir.

Les plans d'austérité proposés par les gouvernements depuis quinze ans devaient corriger les déséquilibres intra-européens. L'économie allemande en serrant les vis au début des années 2000 a généré un déséquilibre, car le modèle s'est développé sans favoriser la consommation interne par de faibles salaires, et donc en générant de faibles importations européennes.

En France dans les années 90 grâce aux bonnes infrastructures et à un coût du travail faible, (abaissement des charges donc du coût de travail proche du smic, développement d'emplois peu qualifiés), des implantations étrangères furent possibles : Toyota, Smart, Daewoo. Dans les années 2000, cette place avantageuse est perdue dans l'Europe des 27 au détriment d'autres pays.

La cohésion sociale de l'UE pour un projet commun n'a jamais été une priorité. Ainsi, face aux crises, les pays ont réagi différemment sans concertation ; certains ont gardé de la flexibilité interne (en l'Allemagne grâce au chômage partiel, en France par le biais des RTT et des 35 heures). Dans ces pays, pas de licenciement mais une réduction du temps de travail. D'autres pays ont opté pour la flexibilité externe (l'Espagne, l'Angleterre,) par la voie des licenciements.

En France, dans l'industrie 1 900 000 emplois ont été perdus depuis 1980, et 71 000 par an depuis 10 ans. L'activité du secteur est passé de 24% à 14%, alors qu'en Allemagne, elle progressait de 23% à 30% et en Italie de 18 à 23%. Les pays ne tirent donc pas profit de l'expérience voisine. La perte de la culture industrielle sera difficilement réversible, l'impulsion de l'Etat des années 60 n'existe plus ! Le problème auquel nous sommes confronté est d'ordre politique : politique de la formation, de la valorisation du technique, et surtout pilotage des politiques industrielles (patrons /Etat) par des ingénieurs des grands corps Mines, Ponts, alors qu'en Allemagne 80% des patrons viennent du technique.

La politique industrielle au sein de l'UE ne doit-elle pas être un axe majeur, en tenant compte des spécificités territoriales et en utilisant au mieux les bassins d'emplois et de savoir faire ? Faut-il redonner aux régions plus de pouvoir au sein de l'UE ? Doit-on obliger les régions à définir des stratégies et coordonner le développement afin que les acteurs soient plus coopératifs au sein de l'UE et moins compétitifs entre eux ? En développant par exemple le concept de « smart spécialisation » et de « coopération » (coopératifs dans l'UE et compétitifs dans le monde) ?

La crise financière n'est-elle pas en train d'occulter un irréversible processus de changement climatique et un épuisement des matières premières qui vont obliger tous les peuples à un changement de modèle, moins productiviste, plus sobre. **L'UE nous prépare-t-elle à ce changement de paradigme ?**

In fine, pour une Europe forte, composée de pays qui accepteraient un système de vote majoritaire et une perte partielle de souveraineté pour peser sur l'économie et la géostratégie mondiale, développer des politiques européennes fortes dans les domaines de l'économie, du transport, de l'énergie...**ne doit pas aller vers une plus forte intégration ?**

La question d'une avant-garde fédérale issue des pays volontaires de l'Euro-zone n'est-elle pas la solution ?

Elie Brugarolas

30 juin 2011 : Assemblée générale de Faisons l'Europe au restaurant « Le Sibémol » 6 juillet 2011 – Réunion du nouveau bureau

Le 30 juin 2011 s'est tenu au restaurant « Le Sibémol », place Dupuy à Toulouse, l'assemblée générale de Faisons l'Europe. Un an plus tôt, le 1er juillet 2010, les membres de l'association avaient décidé en AG de poursuivre leur action, malgré des moyens humains toujours limités, mais aussi de participer à des actions conjointes avec d'autres associations pro-européennes de Toulouse (Mouvement européen, Jeunes européens de Toulouse, Union des fédéralistes européens).

Cette décision s'est traduite en septembre 2010 par la constitution du « collectif Spinelli Midi-Pyrénées » qui a organisé trois manifestations : une conférence sur la Grèce le 7 décembre 2010, une conférence sur l'Italie le 15 février 2011 et une table-ronde sur « l'éveil de la démocratie en Méditerranée » le 13 mai 2011. Cette dernière a été l'événement phare de l'année grâce notamment à la présence de Jean-Christophe VICTOR, auteur du magazine « le Dessous des Cartes ».

Parallèlement, Faisons l'Europe a assuré seul deux événements : un « pique-nique européen » le 9 octobre 2010 au château de Candie à Toulouse, en partenariat avec une coopérative agricole du Lot, la SICASELI, et l'association Les Clairons, et une conférence, sur le thème de la Bulgarie, organisée avec la société de géographie et le forum franco-bulgare, le 18 mars 2011.

Si le bilan de la coopération au sein du Collectif Spinelli s'est avéré positif en termes de développement de l'activité puisqu'au total environ 400 personnes ont participé aux événements organisés dans ce cadre, l'association a souffert de ne pouvoir mener correctement en parallèle ses propres actions. L'enjeu est donc pour elle à présent de trouver un équilibre entre sa participation au collectif et son programme d'activités.....

Interview

Stéphane Beyrand, Président de Faisons l'Europe

Crois-tu que l'Europe pourra surmonter la crise ?

Je ne suis pas pessimiste : la situation actuelle marque la fin d'une phase importante de la construction et de l'élargissement de l'Union européenne qui a donné les outils au développement institutionnel et économique, mais sans permettre la mise en place d'une véritable gouvernance politique et économique. Il est encore possible de redresser la barre et d'éviter le mur !

Le fédéralisme est-il la meilleure voie à suivre ?

Le fédéralisme, promu aux lendemains de la première guerre mondiale, est une belle idée à laquelle je souscris, mais une idée difficilement réalisable compte tenu des identités fortes des États membres, forgés par l'histoire et la culture. D'autres solutions existent pour avancer sur la voie de l'intégration européenne.

Depuis quand et pourquoi fais-tu partie de Faisons l'Europe ? Crois-tu vraiment que des citoyens comme toi puissent « faire » l'Europe ?

J'ai adhéré à l'association en 2008 parce que j'y ai trouvé un espace de débat ouvert, critique, au sens noble du terme, et évitant les discours convenus. Qu'une association de citoyens comme « Faisons l'Europe » fasse véritablement avancer l'Europe ? Non, je n'y crois pas. En revanche, elle peut améliorer efficacement l'information sur les questions européennes en les rapprochant du quotidien des gens et en misant sur l'intelligence des citoyens plus que sur leurs peurs.

Tu as accepté d'être président de Faisons l'Europe : pourquoi cette décision et comment exerceras-tu cette fonction ? Le « style Beyrand », ce sera quoi ?

En effet, j'avais envie de prendre plus de responsabilités dans FLE. Je ne sais pas s'il y aura un « style Beyrand » mais, comme Sylvie, la précédente Présidente, je vais m'efforcer de responsabiliser les membres de l'équipe. Une association n'est riche que de l'apport de chacun de ses membres. Je compte laisser la place à la libre expression et, par ailleurs, appartenant aussi au monde de l'université et de la recherche, je pense nous ouvrir d'avantage à ce milieu. Les étudiants notamment sont un vivier réceptif à mobiliser autour des questions européennes. Enfin, je souhaite que nous poursuivions les efforts engagés pour associer notre action à celle d'autres associations, ne relevant pas d'ailleurs uniquement du champ européen. L'idée est, d'une part, d'insérer FLE dans une démarche plus large en s'appuyant sur des relais, d'autre part, de faire connaître l'Europe dans des débats dont elle est actuellement absente.

Quel et le programme de Faisons l'Europe pour les mois à venir ?

Nous prévoyons deux manifestations d'ici la fin de l'année sur le handicap et les services publics et une autre, début 2012, dont le thème reste à définir. Un voyage à Bruxelles est aussi envisagé ainsi qu'un grand événement du type « université d'été », sans parler bien sûr de notre participation à la fête de l'Europe. En matière de communication, nous voudrions publier deux fois par an des « Carnets de l'Europe » qui rassembleront, sur des sujets d'actualité, à la fois des opinions de toulousains et « d'amis de FLE » et des avis d'experts, les points de vue n'étant d'ailleurs pas forcément convergents. Le premier portera sur la crise économique et financière.

Propos recueillis par Sylvie Sternicha Leguevaques

Les centres d'intérêt ? Préserver le modèle européen, faire connaître l'Europe aux citoyens à travers des thèmes de la vie quotidienne, montrer que celle-ci est un projet collectif de société avant d'être le lieu de frictions intergouvernementales, élargir et approfondir l'Europe... Les pays ciblés ? De préférence les nouveaux entrants plutôt que les anciens, de préférence à l'Est et au Sud, et pourquoi pas en « zoomant » une nouvelle fois sur les Balkans et la Bosnie ? Sur ces thématiques qui leur « parlent », les adhérents souhaitent mobiliser quelques personnalités médiatiques mais surtout pas se mettre eux-mêmes en scène !

Parmi les actions de la rentrée prochaine, les services publics et le handicap figurent en bonne place. Un projet d'université d'été et un jumelage avec une association citoyenne d'un autre État-membre (Espagne, Italie, Portugal ?) sont aussi dans les cartons.

Pour mener à bien ce programme, huit personnes forment le bureau élu le 30 juin au soir : Stéphane Beyrand, Hugues Bernard, Elisée Brugarolas, Jean-Marc Marty, Amandine Pillot, Daniel Poulencard, Sylvie Reboulet et Sylvie Sternicha Leguevaques. Réuni, le 6 juillet, celui-ci a élu à l'unanimité des présents comme président, Stéphane Beyrand, vice-Présidente, Sylvie Sternicha Leguevaques, secrétaire général, Sylvie Reboulet, secrétaire général adjointe, Amandine Pillot, et trésorier, Jean-Marc Marty. Bon vent à la nouvelle équipe !

FAISONS L'EUROPE: REJOIGNEZ NOUS !

Depuis 2006, l'association «Faisons l'Europe» a pour objectif de sensibiliser ses concitoyens aux problématiques européennes, présenter la diversité des États membres et l'unité de nos destins.

Citoyens actifs pour l'Europe, nous savons que nous pouvons agir localement pour faire progresser l'idée d'une Europe politique et sociale plus forte. **Rejoignez nous dans notre engagement et soutenez nous en adhérant à notre association en 2011!**

Le formulaire d'adhésion est téléchargeable sur notre blog : <http://fle31.wordpress.com/>.
[Cotisation : 25/10€]

Un reçu vous sera envoyé pour bénéficier de la déduction fiscale au titre des dons à un organisme d'intérêt général.



FAISONS L'EUROPE